

**Zoltán Garadnai**

## ***Relations de la France avec les pays de l'Europe centrale et orientale (1958-1962)***

### **Abstract**

The aim of this study is to focus on the Eastern-European direction of De Gaulle's foreign policy, specifically to the countries of East-Central European countries (Poland, Czechoslovakia, Romania, Yugoslavia, Bulgaria and Hungary). We want to examine their perceptions, interpretations and their relations with France. The study intends to reach beyond prejudices and stereotypes pertaining in Hungary by presenting De Gaulle's foreign policy in a geopolitical context.

**Keywords:** De Gaulle, Poland, Hungary, Czechoslovakia, Romania, Yugoslavia, Bulgaria

Au moment de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle les relations politiques et diplomatiques entre la France et les États de l'Europe centrale et orientale furent à un niveau très bas. La politique à l'Est ne fut pas encore au centre de l'action diplomatique du Général de Gaulle et la France fut intéressée de sortir de son isolement internationale. La crise politique française en 1958 s'explique par des facteurs extérieurs et la question se posa: comment résoudre cette crise, comment maintenir la situation internationale de la France, de quelle façon améliorer l'appréciation et le prestige international de la France, ainsi que de garantir son indépendance.

Ce fut la politique gaullienne des années 1958-1962 qui mena à l'ouverture de la détente est-ouest et qui influença ses relations avec les États-Unis, sa politique vis à vis des autres États européens, et le processus de l'intégration européenne, et ses relations avec les États de l'Est. La France commença à devenir méfiante envers l'OTAN et des pays anglo-saxons. Selon Paris, les Américains s'efforçaient de contrecarrer les positions et les aspirations françaises dans la guerre d'Algérie causant une tension très grave dans les relations franco-américaines. Les questions primordiales des relations internationales de cette époque furent l'armement nucléaire, la conquête de l'espace (le lancement du Sputnik) et la question de résoudre la détente est-ouest. Malgré cela les Français avaient une stratégie à long terme. De Gaulle voulut réformer l'OTAN fondamentalement et il présenta son projet dans un mémorandum en 1958.<sup>1</sup> Il y voulut une situation nette

---

<sup>1</sup> Maurice VAISSÉ: *La grandeur. Politique étrangères du générale de Gaulle 1958-1969*. Fayard, Paris, 1998. 114., Maurice VAISSÉ: *La France dans l'Est-Ouest 1958-1963*. Espoir, N° 109., novembre 1996. 55-65. GARADNAI Zoltán: *Franciaország keleti nyitási politikája és a magyar-francia kapcsolatok története (1963-1968)* Gondolat, Budapest, 2013. 54-103. Zoltán GARADNAI: *Le développement des relations entre la Hongrie et la France (1945-1975)* IN: Judit MAÁR et Jukia NYIKOS (sous la direction de): *Le clivage centre/périphérie dans une approche interdisciplinaire*. Acte du colloque de clôture du

et univoque, puisque la conception de défense française oscillait entre l'intégration atlantique et européenne jusqu'à la crise de Suez.<sup>2</sup> Enfin le général de Gaulle choisit l'Europe pour son territoire diplomatique.

En 1958, c'est l'URSS qui détermina les relations avec l'Est, les relations entre les deux blocs. Et les petits pays dans ce contexte n'avaient aucun rôle, à l'exception de la Pologne. De Gaulle considérait l'URSS, la „*Russie Eternelle*” comme un contre-poids. Mais il refusait l'impérialisme soviétique,<sup>3</sup> tout en espérant une conciliation rapide dans les relations franco-soviétiques. Plusieurs facteurs empêchèrent l'épanouissement des relations: 1.) La présence d'une image réciproquement hostile dans les années '50 et les tensions de la guerre froide. 2.) Les conséquences de la guerre d'Algérie et ses problèmes sur les relations de la France avec les pays socialistes. 3.) La politique générale du général de Gaulle vis à vis de la RFA, voulant réformer tout d'abord le système institutionnel occidental. 4.) La politique étrangère soviétique recherchant des conflits, et aboutissant à un refroidissement dans les relations franco-soviétiques.

Lors de l'appréciation des relations des pays de l'Est envers la France, il faut prendre en considération les facteurs suivants: a) Leurs propres traditions et les stéréotypes historiques de leurs relations avec les Français. b) La situation géopolitique et leur approche de la question allemande. c) Leur propre héritage national et culturel. c) Ils étaient donc intéressés à l'élaboration des relations avec Paris quant au maintien de la stabilité politique et économique de leur régime. d) Les qualités humaines et la conviction communiste des dirigeants, leur comportement propre vis à vis de l'Union Soviétique et du mouvement communiste.

Le comportement de la France envers des pays de l'Europe de l'Est fut déterminé par les relations franco-soviétiques et vue que ceux deux États – traditionnellement alliés – se jouaient comme ennemis; la politique du général vis à vis des pays de l'Europe de l'Est fut déterminée par des préjugés et des conflits idéologiques et politiques de la guerre froide. Les Soviétiques jouaient la montée au pouvoir du général de Gaulle comme une des variantes possibles. La montée au pouvoir d'un caractère marquant, représentant un point de vue complètement différent de la ligne de conduite précédente et ne s'alignant pas sur les clichés élaborés les ont pris au dépourvu.<sup>4</sup> Les pays de l'Est réagiraient par un refus à la fin de 1958, parce que de Gaulle, dès sa montée au pouvoir, commença à rapprocher de la RFA<sup>5</sup> dans un but anti-soviétique. De ce point de vue, l'image de

---

programme „*Centre/Périphérie*”, Paris, 1-3 décembre 2011. Cahiers de la Nouvelle Europe, L'Harmattan, Paris, 2013. 83-85.

<sup>2</sup> Jean DOÏSE - Maurice VAÏSSE: *Diplomatie et outil militaire, 1871-1991*. Imprimerie nationales, Paris. 1987, 401-432.

<sup>3</sup> Lettre à Nikita Khoutchnev le 22 juillet 1958. IN: *Lettres, Notes, Carnets, 1980-1988*. (LNC), 1958-1960. 52-54.

<sup>4</sup> Documents Diplomatiques Français (DDF) 1958. I. N° 400. Moscou, le 6 juin 1958. 739.

<sup>5</sup> DDF. 1958. II. N° 181. Moscou, le 21 septembre 1958. 404. VAÏSSE (1998): 226. VAÏSSE (1999): 129-133.

la France fut très unilatérale en 1958 et ses rapports avec les pays de l'Est avaient un caractère d'une reproche idéologique. Les rapports, et les télégrammes de l'Ambassade soviétique à Paris ne présentaient pas des faits, mais donnaient une appréciation idéologique sur la situation.<sup>6</sup> Les pays de l'Est avaient donc une approche suspicieuse et hystérique vis à vis de la personnalité et la politique du général de Gaulle. La formulation hystérique du renouveau du fascisme français servait les intérêts du PCF (Parti Communist Français) dans la politique intérieure. La propagande soviétique le prit en charge et l'influença par les mêmes déclarations des pays satellites.<sup>7</sup> Pour les Soviétiques toutes manifestations furent considérées comme domaines sensibles et on pouvait le voir dans leur comportement lors de la crise de Berlin. Mais de Gaulle resta ouvert envers l'URSS déclarant à Adenauer (le 29 novembre 1958):<sup>8</sup> „Il est indéniable que pour des causes sentimentales et selon nos traditions nous ne voyons pas la Russie-soviétique comme les Allemands. Nous n'avons pas souffert à cause de'eux comme vous. Nous les voyons dangereux, mais non hostiles”.

À cette époque selon les Français la politique soviétique semblait rechercher les possibilités de la détente et de la coopération.<sup>9</sup> De Gaulle, déjà au début de son retour au pouvoir comptait avec l'URSS, mais entre 1958-1963 il n'y avait aucune réalité à un rapprochement ou à l'ouverture commune, parce que la clef pour résoudre la situation (du moins selon le côté français) fut dans les mains de Moscou. La politique du général de Gaulle envers l'Europe de l'Est se résume par ces facteurs:<sup>10</sup> 1.) L'élaboration des relations historiques basées sur les traditions, mais sous de nouvelles formes. 2.) La suprématie des États-nation. 3.) Les aspirations à l'indépendance nationale, inspirée par la politique française dans le cadre du système politique de l'Ouest. (OTAN et EEC). 4.) La reconnaissance du rôle dirigeant du communisme à l'Est. 5.) Le rôle intermédiaire de la France dans les relations Est-Ouest. 6.) Le maintien de l'équilibre européen par une transformation adéquate aux changements.

Pendant la crise de Berlin – pierre de touche selon les Soviétiques –, la politique de la France resta anticommuniste et cela renforça son autorité aux yeux des Allemands. En 1960, l'échec de la conférence de Paris, renforça encore l'importance politique informelle de la France mais il y avait un non-recevoir de la part des pays de l'Est. Les relations deviennent de plus en plus tendus à cause du développement de la guerre d'Algérie, dans laquelle tous les pays de l'Europe de

---

<sup>6</sup> Mihail NARINSKI: *Les événements de 1958 vus de Moscou: les avis de cercles dirigeant et la propagande soviétique* IN: *L'avènement de la V<sup>e</sup> République. Entrenouveau et tradition*, Armand Colin, Paris. 1999. 235-244.

<sup>7</sup> Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltára (MNL-OL – Archives nationales) XXXII-4. 71 d. *Sajtójelentések*. 15-16.

<sup>8</sup> VAÏSSE (1998): 264.

<sup>9</sup> DDF. 1958. II. N° 231. Moscou, le 8 octobre 1958. 482. et N° 417. Moscou, le 15 décembre 1958. 875-877.

<sup>10</sup> Andrejz SEPTICZKY: *La place de l'Europe Centre-Orientale dans la conception européenne du général De Gaulle*, Université de Paris-Sorbonne (Paris IV.), manuscript 2002. 30-33.

l'Est furent intéressés directement ou indirectement. La notion „de l'Europe de l'Océan Atlantique jusqu'à l'Oural”, lancée par le général de Gaulle lors de sa conférence de presse du 25 mars 1959 toucha directement la région de l'Europe centrale. Les pays socialistes réagirent bien négativement,<sup>11</sup> et selon les appréciations françaises leur attention fut tournée vers la reconnaissance de la frontière Odera – Neisse. On pouvait juger les déclarations du général de Gaulle à la conférence de presse comme une réponse au plan Rapacki.<sup>12</sup> C'était la Pologne qui prenait en charge la première manoeuvre diplomatique pour atténuer la tension dans les relations Est-Ouest tout en rendant public le plan Rapacki (le 2 octobre 1957).<sup>13</sup> Ce plan comportait en soi la neutralisation et la non-possession de l'armement nucléaire, mais les Français (tout comme les autres États de l'Europe de l'Ouest) l'acceptèrent avec réserve. Les buts du plan Rapacki, indépendamment de ses différentes variantes: il voulut empêcher l'Allemagne d'obtenir des armes atomiques, et empêcher l'URSS d'installer des armes nucléaires en Pologne. En faisant l'illusion de l'indépendance polonaise, le plan voulut maintenir le status quo pour une longue période. Selon les Français ce plan servit de tranquilliser la population polonaise et de poursuivre la consolidation interne et de renforcer l'URSS.

### ***Pologne***

Parmi les États de l'Europe centrale la *Pologne* occupait traditionnellement la première place dans la politique de la France. Après 1945, l'alliance traditionnelle se rompit mais la Pologne était considérée à Paris comme un partenaire éminent renforcé par les impressions personnelles du général de Gaulle envers ce pays. Il faut ajouter à la question polonaise les problèmes des frontières orientales de l'Allemagne, et cette question fut attachée à la guerre d'Algérie, que les Français traitaient d'une manière sentimentale.<sup>14</sup> Et il ne faut pas oublier les relations avec l'ambassadeur Gajewski.<sup>15</sup> Ces facteurs déterminaient la politique du général. Selon Paris la Pologne fut passablement „libre”, mais ne fut pas de tout considérée comme un pays démocratique. La diplomatie française jouait que cette „liberté” découlait des événements de 1956, qui força le parti communiste affronté à une crise interne du pouvoir de faire des consensus vis à vis de la population afin de conserver le pouvoir.<sup>16</sup> Le sentiment national resta bien ancré et l'église jouait un rôle prépondérant dans l'intégration sociale et dans la résistance contre le

---

<sup>11</sup> DDF 1959 I. N° 211. Paris, le 9 avril 1959. DDF 1959 II. N° 248. Oslo, le 25 novembre 1959. 612.

<sup>12</sup> DDF 1958 II. N° 321. Varsovie, le 7 novembre 1958. 657-658.

<sup>13</sup> DDF 1957 II. N° 474. Paris, le 28 décembre 1957. 976-980.

<sup>14</sup> SEPTICZKY (2002): 102-103.

<sup>15</sup> GAJEWSKI, Stanisław: *Conversation avec le général De Gaulle (1955-1961): Pologne, France, Europe, Espoir*, juin N° 82, 1992. 86-88.

<sup>16</sup> SOUTOU, George-Henri: *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*. Fayard, Paris 2001. 331-332.

système soviétique.<sup>17</sup> Dans sa politique étrangère la Pologne avait une possibilité relativement large de manoeuvrer. Mais pour garantir ses intérêts de sécurité, elle suivait fidèlement la ligne soviétique et cela fut renforcé par Gomulka dans son discours de Gdansk du 29 juin 1958. Le leader polonais savait bien qu'il faut accepter la politique soviétique dans les relations internationales pour avoir plus de liberté dans la politique intérieure.<sup>18</sup> Le télégramme du chargé d'affaires le confirma, et dans un autre télégramme il fit une déclaration hostile à l'encontre de Josif Tito et Imre Nagy.<sup>19</sup> Il apperçut que ce discours fut une déception pour les intellectuels jugeant le discours de Gomulka comme une trahison.<sup>20</sup> Le nouvel ambassadeur français, Étienne Burin des Roziers, dans ses premiers rapports soulignait que les Polonais se sympatisent avec la France, ce qu'on peut bien utiliser dans les relations culturelles. Les autres domaines des relations furent déterminés par le fait que les deux pays appartenaient à de différents blocs, mais les Polonais s'efforcèrent d'approfondir leur position intermédiaire entre l'Est et l'Ouest. Selon la diplomatie française la question algérienne ne jouait pas un rôle direct dans les relations, mais Paris prévoyait un alignement sur les lignes officielles soviétiques.<sup>21</sup> La position de la Pologne dans la question allemande détermina dès le début les relations franco-polonaise. Mais on pouvait traiter cette tension: quand le général de Gaulle reçut l'ambassadeur polonais, le 6 octobre 1958 il l'informa sur ses entretiens avec le chancelier Adenauer. Selon lui Adenauer se declara positivement sur la Pologne et attira son attention sur le fait, que la déclaration de Colombey-les-Deux Églises parla également sur l'élargissement de la coopération européenne.<sup>22</sup> L'ambassadeur polonais, Gajewski, mit en avant la reconnaissance de la frontière Odera-Neisse et voulant forcer la main du président français, il posa la question de la non-reconnaissance du FLN par la Pologne: est-ce que la France reconnaitra la frontière Odera-Neisse? Le général de Gaulle proposa au gouvernement polonais de s'informer officiellement auprès du gouvernement français. A propos du problème des frontières Il prévoyait la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, si la Pologne reconnaissait le FLN.<sup>23</sup>

Puisque les Polonais reliaient la question allemande et la guerre d'Algérie, ce fait causa un déclin progressif dans les relations franco-polonaises, à l'exception des relations culturelles. Burin des Roziers, le 15 mai 1959, consultait le Ministre polonais des Affaires étrangères, Rapacki, sur les questions internationales et les relations bilatérales. Ils étaient d'accord dans relations culturelles, mais dans la question allemande ils ne pouvaient pas obtenir un accord commun. Pour les

---

<sup>17</sup> DDF 1958. II. N° 27. Varsovie, le 10 juillet 1958. 54-58.

<sup>18</sup> DDF 1958. II. N° 1. Varsovie, le 1 juillet 1958. 12.

<sup>19</sup> DDF 1958 II. N° 10. Varsovie, le 3 juillet 1958. 15.

<sup>20</sup> DDF 1958 II. N° 27 Varsovie, le 10 juillet 1958. 54-55. et N° 55. Varsovie, le 19 juillet 1958. 109.

<sup>21</sup> DDF 1958 II. N° 203. Varsovie, le 26 septembre 1958. 433-435.

<sup>22</sup> FEJÉRDY Gergely-GARADNAI Zoltán: *Franciaország Európa-politikája és a francia-német együttműködés történeti gyökerei (1945-1963)*, Külügyi Szemle Új folyam, 3. évfolyam 2004/1-2. 208-231. DDF 1958 II. N° 155. Communiqué. 345.

<sup>23</sup> DDF 1958 II. N° 228. Paris, le 7 octobre 1958. 479-480.

Polonais le renforcement de l'Allemagne et son réarmement est une question politique, disait Rapacki parce qu'on n'a pas de confiance dans la politique d'Adenauer. Malgré cela Rapacki laissa toutefois la porte ouverte, soulignant qu'avec la disparition des conflits Est-Ouest on pourrait discuter les questions mentionnées.<sup>24</sup> Lors d'une autre entrevue avec l'ambassadeur de France, le 18 février 1960, le ministre des Affaires étrangères polonais disait catégoriquement:<sup>25</sup> „Vous contrôlez vos allemands, ... et nous allons contrôler les nôtres”.

Ce fut également le rapprochement franco-allemand, qui fut au centre de l'entretien du général de Gaulle et Gajewski. De Gaulle s'efforça de convaincre l'ambassadeur polonais de ce que le danger allemand ne fut plus aussi important, comme cela fut déclaré dans la propagande officielle dans les pays de l'Europe de l'Est. De Gaulle déclara, que grâce au développement de la coopération européenne les questions idéologiques n'auront plus d'importance: Il proposa donc l'épanouissement d'une coopération réelle et concrète entre les deux pays.<sup>26</sup> Vue que les relations politiques ne pouvaient pas trouver leur chemin, les Français recherchèrent les possibilités du développement économique. L'Ambassade de France étudia ces possibilités constatant qu'il est possible de renforcer les positions de la France en Pologne, et en Europe centrale et orientale dans l'économie.<sup>27</sup> Mais le gouvernement polonais suivit fidèlement les ordres des dirigeants soviétiques. Dans les questions doctrinaires, le point de vue et les opinions polonais et des soviétiques étaient toujours identiques. L'économie de la Pologne dépendait presque totalement (comme en Hongrie) des relations avec le COMECON: les partenaires les plus importants étaient la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la RDA, et bien entendu, l'URSS. Mais les relations franco-polonaises ne changèrent pas, bien que le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 15 mars 1959 reconnut la frontière Odra-Neisse. Les Polonais voulurent des garanties juridiques internationales pour leurs frontières occidentales,<sup>28</sup> mais ce ne fut pas garanti ni par les déclarations occidentales d'après 1945, ni par le général de Gaulle.

Les relations culturelles montrèrent un développement marquant: une large partie des Polonais apprenait le français et l'émigration polonaise en France jouait un rôle important dans la vie politique intérieure. En 1962, les Français jugèrent les relations entre les deux pays comme bonnes. Et bien qu'ils étaient conscients de la solidarité de leurs relations en politique étrangère avec l'URSS, ils ne jugeaient pas encore valable, que leurs relations économiques internationales avec l'occident ne se renforçaient sous la poussée de leurs problèmes économiques et du maintien de la stabilité du système. Ils pensaient que les relations économiques se développeront favorablement entre les deux pays, bien que la Pologne fût confrontée à un

<sup>24</sup> DDF 1959 I. N° 22. Varsovie, le 13 janvier 1959). 48-49.

<sup>25</sup> DDF 1960 I. N° 82. Varsovie, le 20 février 1960. 199.

<sup>26</sup> DDF 1960 II. N° 249. Paris, le 1 décembre 1960. 686-687.

<sup>27</sup> DDF 1960 I. N° 60. Varsovie, le 1 février 1960. 156-158.

<sup>28</sup> Année politiques (AP) 1959. 615-617. Discours de Michel Debré devant l'Assemblée Nationale, le 13 octobre 1959.

déséquilibre marquant dans ses relations commerciales avec la France.<sup>29</sup>

On put constater un recul dans les relations franco-polonaises, quand les Polonais reconnurent le gouvernement provisoire algérien. Les Polonais relièrent la question allemande et ses frontières occidentales avec la problématique de la guerre algérienne. Le fait que Paris appuyait la RFA lors de la crise de Berlin accentua encore les contradictions, mais le vrai conflit vit le jour quand les polonais reconnurent „*de jure*” le gouvernement transitoire algérien (GPRA), le 3 mai 1962. Le comportement polonais lors de la guerre de l’Algérie devint un obstacle aux développements des relations entre la France et la Pologne. En même temps, la Pologne apparut la plus fidèle du gouvernement soviétique, ce qui mena à une détérioration marquante dans les relations politico-diplomatiques franco-polonaises. Selon les Français le caractère des relations entre les deux pays commença à se transformer.<sup>30</sup> En conclusion les relations entre la Pologne et la France furent déterminées par ces faits: a) Les relations furent déterminées par les éléments émotionnels. b) Ces relations furent contradictoires par les intérêts différents, et par les réalités internationales, ainsi que par les situations géopolitiques différentes. c) Les Polonais voulurent maintenir le status quo européen et faire accepter leurs frontières occidentales par la RFA. d) La nouvelle politique européenne du général de Gaulle fut un facteur d’incertitude pour la Pologne. e) Le rapprochement franco-allemande et la transformation de la politique du général de Gaulle envers l’OTAN furent contraires aux intérêts des leaders communistes polonais mais n’influençaient pas la population polonaise quant à l’image de la France et au général de Gaulle.

### ***Tchécoslovaquie***

Quant à la *Tchécoslovaquie*, les premières impressions des agents de l’Ambassade de France étaient similaires à celles de la Pologne.<sup>31</sup> De Gaulle – pendant la Second Guerre mondiale – avait mené des relations amicales avec le président Beneš, mais selon lui la Tchécoslovaquie fut un état artificiel, qui luttait avec l’héritage du traité de Munich et il faisait dépendre ses relations allemandes, et son comportement vis à vis de la détente, de son anéantissement complet. Sa relation à l’ouverture à l’ouest, à la détente et à la question allemande, comparativement à la Pologne, fut déterminée sentimentalement et leurs réactions envers le rapprochement franco-allemands fut également très sensible, dans lesquelles la politique équivoque des Allemands jouèrent un grand rôle.<sup>32</sup> Les communistes tchécoslovaques comme les Polonais soulignaient leurs inquiétudes à cause de la question allemande et situaient leurs relations vis à vis de l’URSS et de la RDA comme un intérêt stratégique et national. Pour ces causes sentimentales la partie communiste tchécoslovaque réagit très fermement à la crise française et à

---

<sup>29</sup> DDF 1962 II. N° 46. Paris, le 8 février 1962. 129-132.

<sup>30</sup> DDF 1962 II. N° 7. Varsovie, le 6 juillet 1962. 47-50.

<sup>31</sup> DDF 1958 I. N° 5. Prague, le 4 janvier 1958. 10.

<sup>32</sup> SEPTYCKI (2002): 74.

la guerre d'Algérie, et à l'avènement au pouvoir du général de Gaulle.<sup>33</sup> On peut voir la réaction tchécoslovaque à la question allemande lors de la remise des lettres de créance du nouvel ambassadeur de France au président du Conseil d'État. Novotný – un communiste dur et orthodoxe – après la cérémonie protocolaire, dissertait plus d'une heure sans écouter l'intervention et les objections des autres devant l'ambassadeur français sur le danger allemand et sur la renaissance du fascisme allemand. Après avoir mentionné la Pologne, l'URSS, le Tirol du Sud et l'Alsace Lorraine le communiste tchécoslovaque disait que la France et la Tchécoslovaquie étaient dans le même bateau.<sup>34</sup> Cette crainte fut ressentie lors de la rencontre de l'ambassadeur Garnier avec le chef du gouvernement Siroký. Le chef du gouvernement tchécoslovaque exprima son inquiétude parce que la France appuyait trop les Allemands. Pour souligner son point de vue il se réfèra au fait qu'Adenauer ne répondit pas à la demande tchécoslovaque d'élérer le niveau des relations diplomatiques entre les deux pays et ne jugeait pas plausible, que l'attitude d'Adenauer fût plus souple en ce qui concerne la reconnaissance de la RDA. Le cas de *Lidice* également pesait sur les relations franco-tchécoslovaque. La problématique de l'envoi d'armes aux insurgés algériens, dans laquelle la Tchécoslovaquie qualifiait le point de vue français du contraire au droit international.<sup>35</sup> Il n'y eût aucun changement dans les relations entre les deux pays entre 1960-1961. La diplomatie tchécoslovaque soulignait continuellement le danger allemand, comme problème prioritaire pour eux. Le but principal de la diplomatie tchécoslovaque coïncidait avec ce qui est défini par le plan Rapacki.<sup>36</sup> Le problème essentiel dans cette relation fut le rôle joué par le parti tchécoslovaque en Algérie, et la position de la France vis à vis de la RFA; mais à l'opposé de la Pologne on ne peut pas parler de progrès ni dans les relations économiques, ni culturelles. Cela est prouvé par l'entretien du 30 janvier 1960 entre l'ambassadeur français et Pleskot, directeur des questions européennes au Ministère des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, qui ne fit aucune déclaration et omit de parler de l'affaire de „*Lidice*”, question délicate pour eux. En conclusion les relations entre la Tchécoslovaquie et la France furent déterminées par les faits suivants: a) La question allemande et l'héritage historique du Traité de Munich. b) La liaison avec la direction soviétique et une alliance fidèle et spéciale entre les deux pays. c) Le système orthodoxe intérieur ne permettait pas de réaliser une vraie ouverture, et les contacts interpersonnels furent déterminés par la guerre froide. d) La Tchécoslovaquie s'intéressait activement aux événements de la guerre en Algérie, ce qui détermina ses contacts avec la France.

---

<sup>33</sup> DDF 1959 I. N° 123. Prague, le 3 mars 1959). 257. DDF 1958 I. N° 225. Prague, le 1 avril 1958. 413-414., DDF 1959 I. N° 229. Prague, le 23 mars 1959. 669. DDF 1958 I. N° 391. Prague, le 4 juin 1958. 727.

<sup>34</sup> DDF 1959 I. N° 287. Prague, le 21 mai 1959. 647.

<sup>35</sup> DDF 1959 II. N° 92. Prague, le 28 août 1959. 245-247.

<sup>36</sup> DDF 1960 I. N°183. Prague, le 29 juillet 1960. 526. DDF 1960 II. N°183. Prague, le 30 janvier 1960. 161-163.



## ***Roumanie***

La région balcanique fut d'une importance politique et stratégique pour la France. Parmi les pays balcaniques la *Roumanie* jouait un rôle primordiale étant traditionnellement un partenaire stratégique et politique pour Paris. Après la Seconde Guerre mondiale les relations se rompirent, mais les relations culturelles furent maintenues, parce que la langue et la culture française furent bien bien acceptées par les Roumains. Quant à l'avènement au pouvoir du général de Gaulle il n'y eut aucunes reactions de la part des Roumaines, et à partir de 1959, on peut voir un développement spectaculaire dans des relations économiques et culturelles, et l'exposition industrielle française à Bucarest (les 11-12 mai 1961) en fut un bon exemple. Sur cette base, les relations commerciales entre les deux pays quadruplèrent entre 1957-1960. L'argumentation de l'importance des relations commerciales démontrèrent aux français, que la population roumaine désirait d'être auprès du niveau de vie occidental, bien que l'économie du pays fût à un niveau très bas.<sup>37</sup> Le côté spécifique du pays fut le nationalisme, qui se renforça à nouveau dès les années 1962-1963, et se tourna en même temps vers les minorités extérieure et intérieure, alors que le caractère dictatorial, stalinien du régime se maintenait.<sup>38</sup> La Roumanie profitant de sa situation géopolitique favorable aspirait à une indépendance, mais ne débordait pas les limites de son alliance. Ils ne fut toutefois pas, liés sentimentalement ni au conflit algérien, ni à la question allemande, de plus ils observaient cette dernière avec un certain recul. L'ambassadeur français resuma les causes des changements roumains en politique intérieure et extérieure de la façon suivante:<sup>39</sup> 1.) Le comportement politico-diplomatique du gouvernement roumain vis à vis de la France est très bon. 2) Le gouvernement doit prendre en considération de désirata d'ouverture à l'ouest de la population comme dans le cas de la Hongrie kadarienne. 3.) Le régime roumain ne doit pas provoquer le mécontentement de la politique soviétique. 4.) La Roumanie souffrait de la contradiction entre son désir d'agrandissement et ses possibilités réelles, qu'ils essayèrent de contrebalancer par un nationalisme exaspéré.

Le développement ultérieure des relations franco-roumaines fut encore favorisé par la visite à Bucarest du Ministre français de l'Industrie lourde, Maurice Bokanowski, le 20-23 juillet 1962. À ce moment parmi les pays socialistes la Roumanie occupait la deuxième place dans le commerce extérieure français et les Français commencèrent à donner une plus grande importance à leur rôle dans l'industrialisation roumaine.<sup>40</sup> Ils considéraient l'économie roumaine comme faible et sous-développée qui expliquait la politique d'indépendance progressive des Roumaines à l'intérieur de leurs bloc.<sup>41</sup> Les Roumains remarquèrent que depuis 1939, ce fut la première visite ministérielle chez

---

<sup>37</sup> DDF 1961 I. N° 257. Bucarest, le 26 mai 1961. 651.

<sup>38</sup> DDF 1962 II. N° 3. Bucarest, le 5 juillet 1962. 5-9.

<sup>39</sup> DDF 1962 II. N° 19. Bucarest, le 17 juillet 1962. 68.

<sup>40</sup> DDF 1962 II. N° 26. Bucarest, le 23 juillet 1962. 92.

<sup>41</sup> DDF 1962 II. N° 58. Bucarest, le 27 août 1962. 151-152.

eux ce qui donna un accent politique tout particulier. Selon les Français les diplomates des pays occidentaux (la Grande Bretagne, les Etats-Unis et le bloc occidental) observaient les nouvelles initiatives française dans la région avec jalousie y voyant une possibilité de rivalité et le renforcement des positions françaises.<sup>42</sup> Parmi les pays socialistes les Roumains purent élever leur relations diplomatiques au niveau le plus haut et ils devaluèrent les alliés traditionnels de la région (les Polonais). On peut donc constater une nouvelle période dans les relations bilatérales.

L'ambassadeur de France à Bucarest, Pierre Bouffanais, analysa la situation intérieure et extérieure de la Roumanie, et les possibilités de développement des relations franco-roumaines dans son rapport de fin de mission (le 11 mai 1964). Il caractérisa les changements entre 1960-1964 sans équivoque avec les expressions „désatellisations” et „dérussification”. Il qualifia le renforcement du nationalisme roumain presque du chauvisme, dans lequel il découvrit un sentiment d'infériorité.<sup>43</sup> En conclusion les relations de la Roumanie avec la France furent déterminées par les faits suivants: a) Les relations traditionnelles et amicales, surtout dans les relations culturelles. b) Le régime roumain commença à installer un système orthodoxe et stalinien à l'intérieure, ce qui détermina les contacts réels avec la France et avec les autres pays de l'Ouest. c) Parmi les pays de l'Est la Roumanie joua le rôle de la mauvaise élève profitant de la possibilité inattendu du conflit chino-soviétique dès 1963. d) La Roumanie voulut vraiment une ouverture avec la France et avec les autres pays de l'Ouest. Elle appréciait la nouvelle politique du général de Gaulle, mais respectait aussi les réalités du bloc, et l'hégémonie soviétique dans la région. e) En même temps, la Roumanie fut moins intéressée à la question allemande, et la situation géopolitique du pays permit aux leaders communistes de mener une diplomatie plus indépendante vis à vis de la France et de la question allemande.

### ***Yougoslavie***

En ce qui concerne la *Yougoslavie*, les traditions de l'alliance franco-serbe étaient prioritaires et c'est ce qui caractérisaient la politique française vers les Slaves du sud, tout comme les relations franco-roumaines. Il faut toutefois souligner, que pour des causes historiques, les relations franco-yougoslaves ne pouvaient se développer conformément aux possibilités données. Selon l'appréciation française la Yougoslavie fut un État communiste indépendant politisant contre les blocs et se trouvant dans une situation contradictoire avec l'URSS. Ce pays jugeait d'une importance capitale ses relations économiques avec l'Occident, mais son potentiel économique fut faible et la relation française fut jugée secondaire, puisqu'elle avait des relations accentuées avec le monde anglo-saxon à cause des aides, qui en provenaient. La politique vers le Tiers monde fut d'une importance capitale, ce qui augmentait les possibilités de conflit avec la

<sup>42</sup> DDF 1962 II. N° 26. Bucarest, le 23 juillet 1962. 93.

<sup>43</sup> Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN), Moscou Série B. Carton 171. Roumanie N° 334/ Eu. Rapport de fin du mission.

France. Sa politique étrangère ressemblait le plus à celle de la France, la Yougoslavie intervint directement – par des envois d’armes – dans la guerre d’Algérie (le cas de Slovénie)<sup>44</sup>, accentuant les mauvaises relations entre le général de Gaulle et le maréchal Tito, qui remontèrent à la guerre 1939-1945.

Selon les premières appréciations françaises les Yougoslaves occupaient une place intermédiaire. La politique contradictoire des Yougoslaves est démontrée par qu’ils appuyaient les aspirations principales de la politique internationale soviétique (par exemple: la question allemande, les négociations des armements, les essais nucléaires). Ils maintenaient des relations contradictoires et étroites avec le monde communiste, mais en même temps la politique étrangère yougoslave s’orientait vers l’Occident avec plus de sympathie. Elle fut motivée par les difficultés économiques, qui les mena à se positionner le plus rapidement possible dans les développements industriels yougoslaves, y voyant une possibilité „d’implantation” aussi dans la politique étrangère yougoslave.<sup>45</sup> Les Yougoslaves se rendaient compte de l’importance de la relation française, parce que l’ambassadeur Uvalich remit le message de Tito au général de Gaulle, selon lequel il désira développer les relations bilatérales. De Gaulle par contre ne manqua pas de ne pas remarquer l’explosion du scandale provoqué par l’aide yougoslave aux insurgés algériens.<sup>46</sup> Les éléments les plus importants dans les relations bilatérales entre la France et la Yougoslavie furent les suivants: 1.) La politique étrangère de la Yougoslavie fut plus souple et flexible envers la France. 2.) Le rapprochement franco-yougoslave fut déterminé par les réalités des relations internationales, et surtout par la guerre d’Algérie. 3.) On pouvait constater le développement d’un intérêt vis à vis des pays du Tiers Monde. La diplomatie française apprécia cette tendance comme un point de départ de la politique extérieure yougoslave. 4.) Au début des années 60, la question allemande ne jouait plus un grand rôle pour la Yougoslavie, comme au cas de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

Les Français jugèrent les relations entre les deux pays dans la période entre les deux guerres comme excellentes et soulignèrent qu’après la rupture yougoslavo-soviétique en 1948, ce fut la France qui fut la première parmi les pays occidentaux à porter de secours à la Yougoslavie. Cette aide fut financière, commerciale et militaire et aida le président Tito à sauvegarder l’indépendance nationale de la Yougoslavie. A partir de la moitié des années 50, les relations commençaient à détériorer à cause de la guerre d’Algérie.<sup>47</sup> La signature des Accords d’Evian<sup>48</sup> rendit possible le rapprochement réels des deux pays. Les Français envoyèrent un nouvel ambassadeur à Belgrade, qui fut reçu par Tito avec une attention bien particulière. Selon l’ambassadeur le président yougoslave désira dépasser la période conflictuelle. Les relations économiques

---

<sup>44</sup> DDF 1958. I. N° 34. Paris, le 21 janvier 1958. 68-69.

<sup>45</sup> DDF 1958 I. N° 354. Paris, le 22 mai 1958. 661. DDF 1958 II. N° 335. Belgrade, le 16 novembre 1958. 684-686.

<sup>46</sup> DDF 1958 II. N° 168. Paris, le 18 septembre 1958. 380-381.

<sup>47</sup> DDF 1962 I. N° 32. Paris, le 31 janvier 1962. 75-78.

<sup>48</sup> DDF 1962 II. N° 48. Paris, le 14 août 1962. 136-137.

et culturelles restaient vives, et on pouvait déjà parler de quelque développement.

### **Bulgarie**

Le vrai défi pour la diplomatie de Paris dans la région des Balkans fut la *Bulgarie*, apparaissant comme un pays typiquement stalinien et orthodoxe. Étant un pays pauvre avec une économie faible, les Bulgares supprimèrent les relations avec la France: en 1951 ils fermèrent la porte de l'Institut Culturel de France. De Gaulle reçut parmi les premiers le représentant bulgare le 9 février 1959, qui s'exprima en faveur de la nécessité du développement des relations culturelles et économiques. Les relations commerciales pouvaient se développer, mais le vrai tournant dans les relations franco-bulgare fut marqué par le passage des relations diplomatiques au niveau d'Ambassadeur (comme dans le cas de la Hongrie) entre les deux pays le 17 décembre 1963.<sup>49</sup> En conclusion les éléments les plus importants des relations entre la France et la Bulgarie étaient les suivants: 1.) Relations traditionnelles dans le domaine des contacts culturels. 2.) La Bulgarie ne jouait pas un rôle important dans les relations internationales et les leaders suivaient fidèlement les indications soviétiques non seulement dans le conflit idéologiques à l'intérieur du bloc communiste, mais aussi vis à vis de la politique d'ouverture de la France. 3.) Le régime accentuait l'importance de la stabilité intérieure comme en Hongrie, mais la déstalinisation ne touchait pas du tout la vie quotidienne du pays.

### **Hongrie<sup>50</sup>**

C'était la déclaration soviétique du 30 octobre 1956 sur les bases de la nouvelle politique étrangère soviétique, qui détermina l'activité de la politique étrangère hongroise. Dans ce cadre la dépendance complète de l'URSS pouvait se transformer progressivement en statut de partenaire limité. De cette façon les intérêts nationaux de chaque pays (du moins en théorie et dans le cadre déterminé par les intérêts de la sécurité de l'URSS) reçurent une plus grande importance, et les dirigeants du parti discutaient les questions en litiges, et ils s'efforcèrent de démontrer, manifester

---

<sup>49</sup> Archives du Ministère des Affaires Étrangères (AMAE) Europe Bulgarie Carton 2284. Note. Relations politique de la France avec la Bulgarie depuis le fin du 2<sup>ème</sup> conflit mondial.

<sup>50</sup> Sur les relations de la Hongrie avec les pays francophones voir: Gergely FEJÉRDY: *L'Europe francophone et la Hongrie au début de la guerre froide. Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones de l'Europe occidentale et la Hongrie de 1944 à 1956*. Honoré Champion, Paris, 2014. 527-541. Kecskés D. GUSZTÁV: *La politique étrangère de la France envers l'Europe Centrale et orientale de 1946 à 1956. Le cas hongrois*. Öt kontinens. Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei, ELTE, BTK, Budapest 2006. 35-45. GARADNAI Zoltán: *Iratok a magyar-francia kapcsolatok történetéhez (1957-1962)* IN: *Magyarország és a világ. Diplomáciatörténet*. Gondolat Kiadó-Magyar Országos Levéltár, Budapest 2011. 21-65. Mihály FÜLÖP: *Transition en Europe centrale* IN: Elisabeth du RÉAU et Christine MANIGAND (Sous la direction de): *Vers la réunification de l'Europe. Apports et limites du processus d'Helsinki de 1975 à nos jours*. Paris, 2005. 123-139.

l'unité des pays socialistes.<sup>51</sup> Quant aux relations internationales Janos Kadar utilisait une sorte de double mesure. Dans la relation socialiste, outre la démonstration de l'unité, il jugeait important et nécessaire la politique idéologique réciproque; vers les pays occidentaux prévalait un principe pragmatique, disant *„...coopérer, mais les utiliser pour les intérêts hongrois et les buts du camp socialiste”*.<sup>52</sup> Le premier secrétaire hongrois exposa la ligne directrice de la nouvelle politique hongroise à la réunion des partis communistes en novembre 1957: *„... l'intérêt de la classe ouvrière hongroise et celui de la classe ouvrière internationales ne sont pas deux choses différentes, mais identiques (...) nous ne sommes pas cabable d'aider la classe ouvrière internationale, que quand nous prenons en considération les spécificités hongroises et les positions de la classe ouvrière hongroise.”*<sup>53</sup>

Les relations entre la Hongrie et la France sont caractérisées par un système de relations spécifiques et contradictoire, déterminées par les expériences historiques du passé et par la repression de la révolution hongroise de 1956 et par les événements, qui en découlèrent. Le parti hongrois jugeait comme un succès, que le chargé d'affaires Imre Kutas en janvier 1958 eut l'occasion de changer quelque mots avec le Ministre des Affaires étrangères. Pineau déclara au diplomate hongrois: *„... la diplomatie nécessite non seulement de l'harmonie, mais aussi de la patience également, (...) le comportement de Pineau semble confirmer la déclaration de Paul Boncour, selon laquelle il a reçu l'ordre pour ouvrir à l'amélioration des relations entre les deux pays”*.<sup>54</sup>

Les leaders communistes hongrois voulaient la normalisation des relations internationales de la Hongrie, et les relations entre la France et la Hongrie: *„... nous sommes désireux de porter à l'ordre du jour la question de la normalisation de nos relations avec les pays de l'OTAN, dont la France.”*<sup>55</sup> Imre Kutas, ministre de Hongrie à Paris adressait ses opinions concernant la question de la normalisation des relations entre les deux pays, à Budapest:<sup>56</sup> *„...le Ministère des Affaires étrangères de France ne s'efforça pas à un rapprochement, quant aux relations officielles. La preuve en est, que très peu de personnalités officielles étaient présents à notre réception du 4 avril. Selon nous, c'est tout d'abord dans le domaine culturel qu'il y a une possibilité d'améliorer nos relations. Notre tâche première dans ce domaine est d'acheminer dans un cadre officiel les échanges culturels, avec un but plus lointain d'élaborer pour les relations culturelles bilatérales sur un programme de travail. C'est le domaine économique où il y a une bonne possibilité d'améliorer*

---

<sup>51</sup> BARÁTH Magdolna: *Hruscsov, és ami utána jött. Magyarország és a Szovjetunió kapcsolatai a hatvanas években*, IN: *A Kreml árnyékában. Tanulmányok Magyarország és a Szovjetunió kapcsolatainak történetéhez, 1944-1990*. Gondolat Kiadó, Budapest, 2014. 248-279.

<sup>52</sup> SIPOS Péter: *Külpolitika és konszolidáció 1957-1963*. História 1996/4. 29-30.

<sup>53</sup> BÉKÉS Csaba: *A kádári külpolitika 1956-1968*. Rubicon 1998/1. 19-20. et voir aussi du même auteur: *A kádári külpolitika* IN: *Európából Európába. Magyarország konfliktusok keresztjében, 1945-1990*. Gondolat kiadó, Budapest 2004. 237-256.

<sup>54</sup> MNL-OL-XIX-J-1-j-00724/1958. France 8. d.

<sup>55</sup> MNL-OL-XIX-J-1-j-001910/1958. France 5. d. 722.

<sup>56</sup> MNL-OL-XIX-J-1-j-001910/2/ 1958. France 5 d. 715-716.

*nos relations. (...) Il serait opportun d'inviter en Hongrie un homme politique français qui a une certaine influence, afin d'améliorer les relations officielles franco-hongroises, avec lequel on pourrait éclairer, lors de conversation privée, les relations bilatérales. Cette personne à Paris pourrait contacter les milieux officiels"*

Le gouvernement hongrois définissant ses conceptions relatives à la normalisation des relations entre la France et la Hongrie jugea la situation internationale comme positive, mais les diplomates hongrois en poste à Paris connaissant mieux cette situation regardaient avec pessimisme les possibilités du développement des relations entre les deux pays. Il n'y avait aucun changement réel dans les relations politique, qui jouait un rôle primordial pour la stabilisation intérieure et la normalisation des relations extérieure du régime. La politique de la France vis à vis de la Hongrie changea non seulement dans la culture mais dans l'économie dès la fin des années 50. Les relations politiques s'améliorèrent dans les années 1960-1961, notamment dans les relations parlementaires, qui – „par interim” – remplacèrent les relations politiques intergouvernementales entre les deux pays. Les délégations parlementaires françaises visitèrent la Hongrie en 1961 et en 1963. Ces visites furent appréciées positivement par les leaders communistes hongrois et la Hongrie voulut le développement du processus de normalisation et d'amélioration des contacts entre les deux pays. En avril 1963 - juste avant l'augmentation au niveau d'ambassade des relations diplomatiques - une nouvelle délégation parlementaire française se rendit en Hongrie, suivant la visite mi-officielle de l'ancienne ministre Daniel Mayer.

Le succès de la diplomatie professionnelle, ainsi que le changement de qualité dans les relations bilatérales sont démontrées par les faits: la signature d'un accord commercial à Paris (le 18 mai 1961), la signature d'un programme culturel (le 23 octobre 1961). Ils furent les premiers accords officiels, après 1945 entre les deux pays. Paris voulut également ces changements, et ce qu'on peut voir dans la note élaborée pour le ministre (Maurice Couve de Murville) du 16 novembre 1961. Selon les Français les relations politiques étaient toujours mauvaises, chargées par des cas d'espionnage, mais ils jugeaient les relations économiques et surtout culturelles comme positives. Le problème des relations économiques fut le déséquilibre latent, mais cela fut également caractéristique pour tous les autres pays satellites de l'Europe centrale et orientale.<sup>57</sup>

Tout ce processus découla de la consolidation de la vie politique interne en Hongrie et de la configuration de la question hongroise, qui la détermina. Paris mentionna, que la déclaration de Janos Kadar selon laquelle „celui qui n'est pas contre nous est avec nous” a eu une répercussion très grande, parmi les diplomates occidentaux et dans la population hongroise aussi.<sup>58</sup> On pouvait constater le changement du comportement des diplomates français et dans les conférences internationales, déjà en 1962. L'appréciation officielle de la question

<sup>57</sup> DDF 1961 II. N° 180. Paris, le 16 novembre 1961. 600-601.

<sup>58</sup> MNL-OL-XIX-J-1-j-00729/1/1962. France 3. d.

hongroises ne changea pas mais les diplomates français lors de leurs conversations déclaraient qu'ils n'attiraient plus une telle importance à la question hongroise, et jugeaient les relations bilatérales généralement. Afin de favoriser la solution des relations bilatérales le Quai d'Orsay accéléra le rappel du ministre Boncour, et envoya rapidement un nouvel ministre – Pierre Francfort – et les agents hongrois de la Legation de Paris pouvaient voir l'amélioration des relations entre les deux pays.<sup>59</sup> Les éléments les plus importants déterminant les relations franco-hongroises entre 1956-1962 étaient les suivants: 1.) L'héritage de la révolution de 1956, puisque le régime hongrois fut isolé totalement sur le plan international à cause de l'indignation par l'exécution d'Imre Nagy et les autres révolutionnaires. 2.) La France se montrait très hostile envers le régime installé en Hongrie par les soviétiques, et elle suivait presque totalement la direction officielle des Etats-Unis. La question hongroise détermina les possibilités de la diplomatie hongroise. 3.) La question hongroise pesa sur les relations franco-hongroises, malgré cela les relations développèrent surtout dès 1960. 4.) Les relations bilatérales ne changèrent pas après l'avènement au pouvoir du général de Gaulle, et la presse hongroise reprit mots à mots les commentaires de l'Humanité et écrivit du renouveau fasciste en France, et cela fut jugé comme une erreur par le chargé d'affaires hongrois aussi.<sup>60</sup> 5.) La guerre d'Algérie signifia un autre obstacle, mais Paris apprécia le fait, que la Hongrie – à l'encontre des autres pays socialistes – n'intervint que dans le domaine culturel dans le conflit.

Les relations politiques franco-hongroises restèrent à un bas niveau, mais la coopération économiques et culturelles se développèrent après l'amnistie générale dès 1963.

---

<sup>59</sup> MNL-OL-XIX-J-1-j-001097/1/1963. France 9. d.

<sup>60</sup> DDF 1958. I. N° 383. Budapest, le 30 janvier 1959. 798.

